Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 143 (1998)
Heft: 12

Artikel: Mai 1940. Dérapages du enseignement en Suisse et en France
Autor: [s.n.]
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-345948

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 17.08.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

ERSCHLOSSEN EMDDOK
MF /

Mai 1940. Dérapages du renseignement en Suisse et en France

« La chose la plus difficile du monde est peut-être d'arriver à voir ce qui se trouve sous les yeux. En l'occurrence, c'est d'autant plus pénible que le cœur s'y oppose. »

Goethe

1940. Pleins feux sur un désastre de Jean Vanwelkenhuyzen éclaire les opérations alliées de mai-juin 1940. Si tout n'a pas marché sur des roulettes du côté de la Wehrmacht, que se passe-t-il donc dans le camp belgo-anglo-français? Le désordre, l'étendue de la désorganisation ne cessent de surprendre, bien qu'on s'y heurte à tout bout de champ. Dans un chapitre intitulé « Alerte en Suisse », l'auteur montre la précarité du renseignement au niveau opératif et stratégique; ses constatations gardent toute leur valeur à l'ère du satellite et de l'informatique.

Le 14 mai 1940, des rumeurs en provenance de la Confédération suisse inondent les 2e Bureaux français. Une forte concentration allemande est signalée à Tuttlingen, à une trentaine de kilomètres à vol d'oiseau de Schaffhouse. Une division de parachutistes fait mouvement de Stuttgart en direction Sud. En Suisse, on voit partout des actions de la cinquième colonne; des familles entières quittent Bâle, Schaffhouse, Saint-Gall, avec armes et bagages, pour l'intérieur du pays. La nuit du 14 au 15 mai marque le point culminant de ces mouvements de panique.

Cette crainte, le Service de renseignements helvétique la partage. Son chef, le colonel EMG Roger Masson, admet qu'une attaque allemande à travers le Jura suisse, tendant à envelopper par le Sud l'aile droite de la ligne Maginot, se justifierait au cas où la percée de von Rundstedt sur la Meuse ou, plus généralement du Groupe d'armées A dans les Ardennes, serait stoppée par la résistance française.

Qu'une psychose s'empare d'une partie de l'opinion publique est une chose, c'en est une autre que le service de renseignements en soit une cause. Ni le 14 mai, ni le 15, ni les jours suivants, le commandement allemand n'a la moindre intention de violer le territoire suisse.

Les origines de cette poussée de fièvre en Suisse demeurent mystérieuses. Y est-on la victime d'une manœuvre de déception montée à Berlin, une menace apparente contre la Suisse devant dissuader le commandement français de puiser des renforts à son aile droite? Le SR suisse aurait été trompé par les Allemands. Reste à savoir pourquoi il a marché.

Le SR suisse, inquiet et désemparé

Dès les premiers jours de l'offensive allemande, le généralissime français Gamelin exclut pourtant une offensive visant la trouée de Belfort; il lève donc l'hypothèque pesant sur une poignée de Grandes Unités gardées intentionnellement en réserve pour le cas « Suisse » et les met à disposition du commandant du Front Nord-Est. Dès le 10 mai, il a envoyé en liaison auprès du roi des Belges le général Champion, qui commandait le VIIe Corps d'armée désigné pour agir au besoin en Suisse dans le cadre de la 8e Armée.

A la base du dérapage du SR suisse, il y a l'évolution de la bataille de France que le commandement, autour du général Guisan, observe anxieusement; les hommes de Roger Masson s'appliquent par conséquent à déceler le moindre signe précurseur d'une menace contre le pays. Contrairement à ce que certains affirmeront, manifestant un savoir acquis après coup, les conséquences de la percée de Sedan et l'issue de la

bataille de la Meuse, essentielles pour la Suisse, sont loin d'apparaître immédiatement avec netteté.

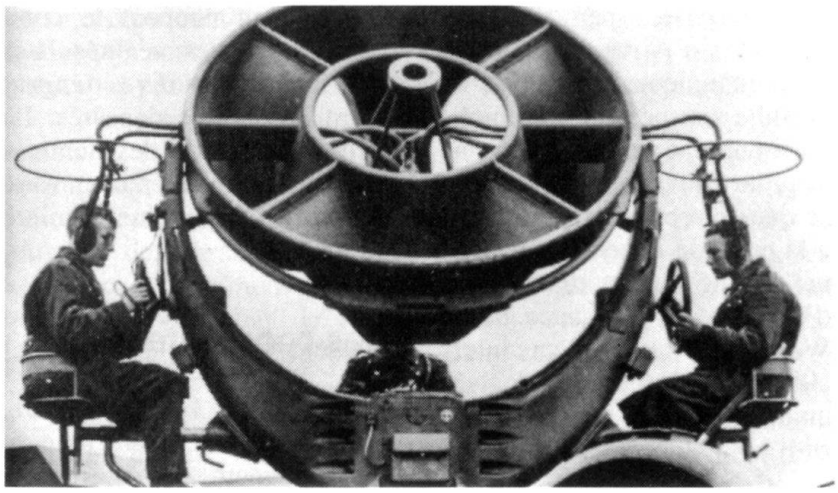
Les communiqués, les bulletins et les commentaires des radios et de la presse allemandes ne trahissent naturellement pas le secret des opérations. La bataille est engagée de la mer du Nord à la Meuse; les Pays-Bas tiennent la vedette. A la capitulation de Rotterdam succède celle de l'ensemble des forces armées néerlandaises, sauf en Zélande. «Après avoir accompli, à travers le sud de la Belgique, des marches forcées qui sont des prouesses, les troupes allemandes ont atteint la Meuse et sont entrées dans Dinant, Givet et Sedan.» Au nord de Namur, «pour la première fois dans cette guerre, un grand combat d'unités mécanisées a eu lieu»; les forces françaises, battues et prises à partie par l'aviation allemande, se retirent sur la position de la Dyle. Sur la Gette, les troupes allemandes ont rejeté les forces britanniques, françaises et belges sur la Dyle, près de Louvain et Wavre. Les communiqués, fort bien conçus, donnent l'impression que la partie décisive se joue en moyenne Belgique.

Ce que Londres et Paris diffusent n'éclaire pas la situation. Sur le moment, les seules indications connues émanent du 2e Bureau de l'état-major du Front Nord-Est; elles datent du 10 mai à 21 h 45. La société d'assurances La Bâloise aurait reçu de sa succursale à Berlin l'avis que la situation est très grave pour la Suisse. La note française précise que cette entreprise a déjà annoncé l'entrée des Allemands en Belgique et aux Pays-Bas.

Le commandement suisse doit donc avoir l'impression que le moment approche où la suite de la campagne va se dessiner que, par conséquent, une vigilance accrue se justifie, d'autant plus que, peu avant le 10 mai, la légation d'Allemagne à Berne, qui est sur table d'écoute, a reçu un message laconique: «Des événements importants vont se produire. Tenez tout prêt.» Ce message, qui peut faire partie d'une manœuvre de déception, a de quoi inquiéter le SR suisse jusqu'au 15 mai. Telle ne semble pourtant pas avoir été l'intention allemande, car rien ne figure dans les journaux de combat des services de renseignements allemands concernés.

Le SR suisse commence seulement à se remettre de nombreuses années d'indifférence de la part des responsables politiques et militaires; il ne roule pas sur l'or et manque de personnel. Une inévitable part d'improvisation a présidé à sa mise sur pied de guerre comme à celle de l'ensemble du système de milice propre à la Suisse.

Il se trouve obligé de compter sur la collaboration d'offi-



1939: repérage des avions par le son. Il y en avait 3 en 1939.

cines privées, en particulier du «Büro Ha» du major Hausamann qui, avant la guerre, travaillait pour des milieux d'affaires. Il avait noué, un peu partout en Europe, des relations qu'il était facile, le moment venu, de transformer en réseau de renseignements. Hausamann, notoirement anticommuniste, met à disposition des yeux et des oreilles placés jusqu'au cœur du IIIe Reich, devenant l'une des sources principales des services de Masson. Le «Büro Ha» mêle inextricablement intuition, prudence et intérêt; il ne prend pas ses désirs pour des réalités, il fait des fixations sur le pire. Depuis la mi-septembre 1939, selon lui, il faut compter «de manière absolument sûre avec un passage [des Allemands] à travers la Suisse.» Masson, avec d'autres sources peu crédibles comme le ministre de Suisse à Berlin, Frölicher, et l'attaché militaire, le colonel von Werdt, qui passent pour germanophiles, peut difficilement rectifier le tir.

Quoi qu'il en soit, le service de renseignements suisse fait une fausse appréciation des possibilités et des intentions allemandes. De mois en mois, ses évaluations des effectifs de la Wehrmacht en Forêt-Noire gonflent, sans rapport avec la réalité. Elles passent de 10 divisions, le 11 septembre 1939, à 23 le 10 mai 1940. Au moment de l'alerte du 14 mai, elles atteignent 23 à 25 divisions, alors que le nombre des grandes unités allemandes, dans le secteur, n'a passé que de 7 à 10. Le coefficient d'inflation s'élève donc à deux et demi!

L'invasion, le 10 mai, de trois Etats neutres (Belgique, Pays-Bas, Luxembourg), qui fait suite à celle de deux Etats scandinaves neutres (Danemark, Norvège), a de quoi inquiéter la Suisse également neutre. Vient se greffer la rumeur de propos alarmants tenus le 13 mai par Goebbels, ministre de la Propagande. Il aurait prétendu que, dans les quarante-huit heures, il n'y aurait plus d'Etats neutres en Europe. Aucune source n'est venue confirmer de telles déclarations, mais les services suisses n'ont pas eu le loisir de faire les vérifications nécessaires...

La frontière germano-suisse reste hermétiquement fermée, le territoire du Reich quasiment impénétrable. Le service de renseignements suisse porte un bandeau sur les yeux et du coton dans les oreilles; l'ignorance de ce qui se trame s'ajoute au trouble qu'engendre ce qu'il croit savoir. Les ingrédients sont dès lors réunis pour déclencher une hantise collective.

Prudence et inefficacité des services de renseignements militaires français

Les 2e Bureaux français logent sensiblement à la même enseigne. Ils se servent des informations venues de Suisse, sans recoupement ni réserve. Lorsque le chef du renseignement du major-général, le colonel Gauché, parle, le 14 mai à 22 h 05, de 20 à 25 divisions allemandes dans la Forêt-Noire, il reprend l'évaluation gonflée du Büro Ha et du service suisse, alors que ses propres relevés sont bien inférieurs. Une reconnaissance aérienne sur le secteur Bâle-Constance le soir même à 19 heures confirme les chiffres du commandement français..

Si les 20 à 25 divisions signalées par les spécialistes suisses les mettent à l'abri du reproche d'avoir sous-estimé le danger, le 2e Bureau français se livre, lui, à de la haute voltige. L'évaluation suisse dépasse largement la sienne. Qu'importe!

Reproduire des chiffres est plus avisé que de les discuter, d'autant plus que leur origine offre des garanties. Le sérieux suisse se vend bien! Et puis, si les Suisses avaient raison? Le 2e Bureau français se comporte comme un simple organe de transmission.

L'offensive annoncée ne se produit pas. La prudence reste toutefois de rigueur. L'importance de la concentration dans la Forêt-Noire semble avoir été exagérée, mais deux précautions valent mieux qu'une. Le 2e Bureau émet des réserves sur les 25 à 30 divisions; sans crier gare, il a majoré l'estimation helvétique de 5 Grandes Unités, accroissant ainsi sa marge de sécurité. Parti d'un dénombrement de 16 divisions, il se ménage une fourchette allant jusqu'à 30 divisions. Il revoit radicalement ses chiffres à la hausse, comme pour le nombre des chars allemands,.

Le 21 mai, le général Billotte, commandant du Groupe d'armées 1, parle d'une «armada de 3000 à 3500 chars» massés entre Amiens et Cambrai. Son estimation repose évidemment sur le chiffre de 5000 à 5500 chars avancés au départ par le service de renseignements du Grand quartier-général avant le début de l'offensive. Cette évaluation exagérée, encore gonflée depuis lors, a déjà produit des effets dévastateurs sur le moral à l'état-major du Front Nord-Est.

Du côté français, l'analyse au jour le jour des opérations reste toujours déterminée par des idées préconçues, rebelles aux faits et aux leçons du terrain. Derrière, par exemple, l'abandon d'Arras par les troupes britanniques se profile la perfidie suspectée d'Albion; personne, même à Paris au niveau du gouvernement, ne pense que ce repli pourrait être dû à la pression ennemie. Incriminer l'allié passe mieux que d'admettre la puissance de la Wehrmacht. Le problème interallié, obsession oblige, devient un indice de défection.

La faillite des transmissions

Circonstance aggravante: les forces françaises ne sont ni formées ni équipées pour la guerre de mouvement. Des quartiers généraux d'armée ou de groupe d'armées changent d'emplacement sans en informer leurs subordonnés et les organes supérieurs, sans laisser de quoi informer les officiers de liaison à l'ancien emplacement.

Le manque de transmissions efficaces et la mauvaise utilisation des moyens existants favorisent un sentiment d'impuissance. Des messages de première importance mettent des heures à toucher leur destinataire. C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre l'intervention du maréchal Pétain, vice-président du gouvernement, qui propose d'utiliser les pigeons voyageurs. Les réseaux, quand ils fonctionnent, acheminent trop de messages étudiés à l'excès pour complaire à l'autorité supérieure, qui entretiennent les illusions. La plupart du temps, l'envoi d'officiers est l'unique moyen de toucher les formations subordonnées. Les lenteurs et les incertitudes qui en résultent coupent le commandement des réalités. Les informations tardives engendrent des ordres dépassés. La fatigue et l'usure des hommes favorisent l'incohérence, voire le chaos. La machine tourne à vide...

Des constantes

L'alerte du 14 mai illustre, une fois de plus, la précarité du renseignement, mais montre également la difficulté que représente toujours l'appréciation, le recoupement et le contrôle des informations dont les spécialistes disposent sur le moment. Certaines d'entre elles servent moins à faire la lumière qu'à brouiller les cartes. Dans la hiérarchie militaire, noyer le poisson relève souvent d'un réflexe de défense: il s'agit de voiler des échecs et des défaillances.

Cette tentation, dans le monde du renseignement, peut devenir une «déformation professionnelle» stimulée par la méconnaissance, l'ignorance des profanes qui attendent de lui des clartés définitives. Or la recherche de renseignements ressemble à la quête d'une énigme enveloppée de mystère, au milieu d'une nébuleuse. N'en rien dire peut protéger d'immixtions intempestives, incriminer ces lacunes peut aussi servir d'alibi: la responsabilité ne relève pas de ceux qui apprécient la situation.

Les gens du renseignement cherchent aussi à se prémunir contre des retours de manivelle. Des habitudes s'installent, génératrices de dérives. Eviter

de se compromettre devient un instinct, et toutes les formulations sont pesées et soupesées. Il est plus aisé de jouer sur des mots que sur des chiffres qui posent, eux, un problème particulier: leur précision engage plus que des phrases. En donner avec le minimum de risques fait alors l'objet de véritables exploits arithmétiques.

Le prudentissime général Gamelin dirait avec philosophie qu'il s'agit de «renseignement de couverture». Personne, toutefois, n'est réellement dupe, personne, non plus, ne s'offusque. En France, cette technique est entrée dans les moeurs en 1940. Ouvrir le parapluie ne se pratique d'ailleurs pas seulement dans le monde du renseignement. Simplement, c'est dans ce domaine que c'est peut-être le plus voyant!

La responsabilité des «Opérations»

Lorsque l'avenir d'un pays est en jeu, le renseignement suit l'événement, il le devance rarement. S'en étonner serait ignorer ce que le métier a de difficile et d'ingrat. Ce serait aussi perdre de vue que l'événement, ce sont les forces armées qui ont passé à l'offensive qui le font. En 1940, la Wehrmacht a l'initiative, et, tant qu'elle la conserve, il est normal que les Alliés accusent du retard. En défensive, parvenir à déchirer le voile demande du temps... Par essence, le renseignement est également truffé d'incertitudes, parce qu'il tente de percer les secrets et de sonder l'avenir. Les risques de passer à côté de la réalité sont inhérents à une telle démarche.

Il appartient donc aux gens des «Opérations», experts et metteurs en œuvre de la doctrine, d'introduire ce qu'il faut d'inconnues dans leurs plans. Ceux-ci doivent faire à l'inattendu une part d'autant plus grande qu'ils abandonnent plus de liberté d'action à l'adversaire. La stratégie défensive est celle qui doit le moins se permettre d'idées définitives. En 1940, c'est à force de certitudes que les spécialistes français des «Opérations» ont provoqué le désastre des forces armées alliées. Ils se sentent tellement sûrs d'eux qu'ils engagent les réserves les mieux placées et les plus mobiles, donc les seules capables de fournir au commandement de quoi réagir face à l'imprévu, avant de connaître les objectifs opératifs et stratégiques de l'ennemi.

Les prévisions du «Renseignement» sont restées anormalement prudentes, donc vagues (la Wehrmacht attaquera «quelque part» sur le front qui s'étend du Rhin de Wesel à la Moselle). Sur ce terrain peu balisé, les gens des «Opérations» imaginent ce que ferait la Wehrmacht en lui prêtant la doctrine de l'armée française et le rythme des opérations de la Première Guerre mondiale.

D'après Jean Vanwelkenhuyzen: *1940. Pleins feux sur un désastre*. Bruxelles, Editions Racine, 1995, pp. 53-54, 79-87, 218-219, 278-279, 307, 372-374.